

Résilience économique des pays d'Afrique subsaharienne face à leur vulnérabilité aux chocs : rôle de la qualité des institutions

Economic resilience of sub-Saharan African countries in the face of their vulnerability to shocks: the role of institutional quality.

Auteur 1 : KHOULE Talla.

Auteur 2 : NDIAYE Elhadji Mounirou.

KHOULE Talla

Laboratoire de Recherche en Economie de Saint-Louis (LARES, Docteur en Sciences Economiques)
Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal)/ tallakhoul@gmail.com

NDIAYE Elhadji Mounirou

UFR des Sciences Economiques et Sociales, (Enseignant chercheur, Maître de conférence en Economie)
Université Iba Der TIAM de Thiès (Sénégal)

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : KHOULE .T & NDIAYE .E M (2025) « Résilience économique des pays d'Afrique subsaharienne face à leur vulnérabilité aux chocs : rôle de la qualité des institutions », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 31 » pp: 1071 – 1090.



DOI : 10.5281/zenodo.16965245

Copyright © 2025 – ASJ



Résumé

L'objectif de cet article est d'analyser les effets de la qualité des institutions sur la résilience économique des pays d'Afrique subsaharienne face à leur vulnérabilité aux chocs. En s'appuyant sur la méthode des moments généralisés en système sur la période 2002-2022 pour un échantillon de 40 pays, nos résultats révèlent que la vulnérabilité affecte de façon négative la résilience économique. Cependant, l'interaction entre la vulnérabilité aux chocs et la qualité des institutions mesurée à travers la liberté d'expression, l'application des lois et règlements, le contrôle de la corruption et l'efficacité du gouvernement affecte positivement la résilience économique. Ces résultats indiquent que des efforts visant à améliorer l'environnement des affaires à travers le renforcement de la qualité des institutions favorisent la résilience économique. Ils encouragent également l'ouverture commerciale et le renforcement de la stabilité du cadre macroéconomique.

Mots clés : Résilience économique, institutions, Afrique subsaharienne, MMG en système.

Abstract

The aim of this paper is to analyse the effects of institutional quality on the economic resilience of sub-Saharan African countries in the face of their vulnerability to shocks. Using the generalized system of moments method over the period 2002-2022 for a sample of 40 countries, our results reveal that vulnerability negatively affects economic resilience. However, the interaction between vulnerability to shocks and the quality of institutions measured by freedom of expression, enforcement of laws and regulations, the control of corruption and the effectiveness of government positively affects economic resilience. These results indicate that efforts to improve the business environment by strengthening the quality of institutions promote economic resilience. They also encourage trade openness and strengthen the stability of stable macroeconomic framework.

Keywords : Economic resilience, institutions, sub-Saharan Africa, GMM system

Introduction

Ces dernières décennies ont été marquées par une série de crises ou chocs économiques dont leurs ampleurs et leurs effets, différents d'une économie à l'autre, ont ravivé le débat sur la résilience économique des pays. L'intégration des pays, surtout en développement, dans la mondialisation, accompagnée de leur forte dépendance vis-à-vis de leurs partenaires renforcent leurs vulnérabilités aux chocs exogènes. Compte tenu des instabilités découlant des chocs négatifs, doublées d'une déficience de la qualité des institutions, l'Afrique subsaharienne évolue dans un environnement économique complexe qui allie progrès et vulnérabilités économiques persistantes. Ainsi, des mesures visant une gouvernance de qualité et transparente méritent d'être mises en avant afin de renforcer la dynamique des économies face aux chocs (OCDE, 2023)¹.

Dans la littérature, l'analyse des effets de la qualité des institutions sur la dynamique économique des pays a fait l'objet de nombreux travaux empiriques (Glaeser 2005, Bristow et Healy 2013, etc.). A la suite de ses travaux initiés en 1937, Coase a écrit en 2000, que les institutions déterminent la performance d'une économie. Et pour North (1990), les institutions ont été conçues par les êtres humains pour créer un ordre et réduire l'incertitude dans les échanges. Cependant, les rares études qui se sont intéressées spécifiquement à l'analyse de l'effet de la qualité des institutions sur la résilience économique suscitent un débat controversé. En effet, Acemoglu et al. (2003) ont montré que la qualité des institutions joue un rôle majeur dans la capacité d'absorption des chocs dans une économie. Les mêmes conclusions ont été retrouvées dans de nombreux travaux (Salah et Trabelsi 2020, Ritahi et Echaoui 2024, Giudice et al. 2018). En revanche, Biroli et al. (2010), en analysant la résilience économique sous le prisme de la compétitivité dans les pays de la zone Euro, ont montré que la réglementation excessive sur les marchés rend les écarts d'inflation plus persistants face à un choc commun. Ces résultats ont été retrouvés dans les travaux de Cotis et Coppel (2005) et Canavo et Kontolemis (2012). Ainsi, si l'effet bénéfique de la qualité des institutions sur la résilience économique semble faire l'objet de consensus, certains de ses déterminants, à l'instar la qualité de la réglementation et l'application des lois, ont suscité de réelles controverses dans les analyses empiriques.

Par ailleurs, selon le Comité des Politiques de Développement des Nations Unies, le niveau de vulnérabilité économique reste, en moyenne, très élevé en Afrique subsaharienne (indice=35),

¹ OCDE (2023), Panorama des administrations publiques 2023, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/b4d0a9ed-fr>

classée ainsi dans la catégorie présentant un niveau d'indice de vulnérabilité très élevé sur la période 2002-2022. Au fil du temps, une tendance en légère baisse est certes notée dans la plupart des pays. Cette situation, découlant à la fois à l'ampleur et à la fréquence des chocs, tend à accentuer la fragilité des économies. En outre, l'Afrique subsaharienne (ASS) connaît une dynamique économique instable au cours des deux dernières décennies. Suivant la qualité des institutions et de la gouvernance, les pays de la région enregistrent des scores très faibles. Selon l'indicateur de la Banque mondiale, sur un intervalle de $\pm 2,5$, l'essentiel des pays d'ASS présente, en moyenne, des scores négatifs sur les deux dernières décennies : sur l'efficacité du gouvernement (-0,8), la stabilité politique et l'absence de violence (-0,53), l'application des lois et règlement (-0,66) et la liberté d'expression (-0,56). Au fil du temps, cette même tendance est presque constatée dans la plupart des pays.

Eu égard de cette littérature, du niveau très élevé de l'indice de la vulnérabilité économique due à la recrudescence des chocs et leur transmission dans un contexte politico-institutionnel instable dans la région, nous nous interrogeons sur les effets de la qualité des institutions sur la résilience économique des pays d'Afrique subsaharienne ?

Ainsi, l'objectif de cet article est d'analyser les effets de la qualité des institutions sur la résilience économique des pays d'ASS face à la vulnérabilité aux chocs. Notre hypothèse est que la bonne qualité des institutions affecte de façon positive la résilience économique des pays de la région.

La contribution de cet article est attendue à plusieurs niveaux. D'abord, compte tenu des controverses sur les éventuels risques d'aggravations des chocs découlant du cadre institutionnel notamment de la réglementation et l'application des lois, cette recherche s'avère être une première dans le contexte d'ASS. Ensuite, avec le niveau de vulnérabilité économique très marqué, accompagné de la recrudescence de l'instabilité et de la morose qualité des institutions dans la région, le choix de ce thème est une opportunité pour apporter cette modeste contribution. Enfin, l'intérêt de ce papier réside également dans le choix méthodologique ainsi que les résultats obtenus. A ce titre, l'analyse de l'interaction entre la vulnérabilité et la qualité des institutions, à l'aide de l'estimateur des moments généralisés en système (GMMS), s'avère efficace en raison des gains de précision.

Cet article est organisé en trois sections. La première section présente la revue de la littérature sur l'effet de la qualité des institutions sur la résilience économique. La méthodologie est détaillée dans la Section 2 à travers la spécification du modèle empirique, la méthode d'estimation et la description des variables utilisées. La Section 3 est consacrée à la présentation

et à la discussion des résultats des estimations. Après quelques éléments de synthèse, la conclusion contient quelques implications de politique économique découlant de nos résultats.

1. Revue de la littérature

Dans la littérature, le terme « résilience économique » a fait l'objet de diverses interprétations. Pour certains auteurs comme Briguglio et al. (2009), la résilience économique fait référence à la capacité d'une économie à se rétablir ou à s'ajuster aux effets négatifs des chocs exogènes. D'autres auteurs, à l'instar de Duval et Vogel (2008) l'ont définie comme étant la capacité d'une économie à maintenir sa production à un niveau proche de son potentiel à la suite de chocs négatifs. Ainsi, la résilience économique est analysée principalement suivant trois dimensions ; à savoir la capacité d'une économie à se remettre au choc, à résister à l'effet d'un choc, et à éviter le choc. Quant à la vulnérabilité économique, elle est le risque pour une économie de voir son développement entravé par des chocs exogènes qu'elle subit. Par ailleurs, plusieurs travaux en nouvelle économie institutionnelle ont montré l'importance de la qualité des institutions sur la trajectoire de développement économique des pays (Glaeser, 2005 ; Bristow et Healy, 2014). North (1990) désigne par la qualité des institutions et de la gouvernance l'ensemble des règles formelles et informelles qui régissent les comportements des individus et des organisations. Depuis les travaux de North (1990), la relation entre les performances économiques et la qualité des institutions est largement documentée dans la littérature (Przeworski & Limongi, 1993). La qualité des institutions a des effets sur la résilience qui apparaissent à travers divers canaux de transmission. D'un point de vue économique, la faible qualité des institutions engendre des coûts de production supplémentaires et des distorsions dans l'allocation des ressources dans l'économie. En plus, à travers une gestion participative des crises, la bonne qualité des institutions s'avère essentielle dans la gestion des perturbations occasionnées par les chocs. L'analyse des effets de la qualité des institutions sur la résilience économique face aux chocs négatifs a fait l'objet de controverses dans la littérature économique. Dans les théories du développement, la résilience économique étant multidimensionnelle, elle prend en compte plusieurs facteurs de divers ordres. Cependant, vu leur importance, certains auteurs à l'instar d'Angeon & Bates (2015) ont montré le rôle prépondérant des facteurs économiques et institutionnels sur les autres facteurs à caractère environnemental, social et périphérique. Toutefois, l'essentiel des travaux sur les déterminants de la résilience ont mis l'accent sur ceux d'ordre économique pour expliquer les différents niveaux de résilience entre les économies face aux chocs négatifs (Cotis et Coppel, 2005 ; Blanchard et Summers, 1986 ; Jolles et al. 2018).

En outre, analysant les différents degrés de résilience entre les économies pendant les périodes de récession, Simmie et Martin (2010) trouvent leur explication dans la qualité des institutions. En proposant une taxonomie des déterminants de la résilience économique, Giudice et al. (2018) ont montré que la réglementation commerciale et le bon fonctionnement des institutions régissant le marché s'avèrent déterminants aussi bien dans l'absorption que le redressement des économies après un choc négatif. Blanchard et Wolfers (2000), étudiant le rôle des institutions sur le marché du travail à la suite de chocs communs, ont trouvé une relation étroite entre les effets des chocs et la qualité des institutions dans les pays de l'Union Européenne. Acemoglu et al. (2003) ont trouvé que les institutions jouent un rôle majeur dans la capacité d'absorption des chocs dans une économie. Ainsi, les pays dotés d'institutions faibles sont souvent plus exposés à la volatilité ou l'instabilité de la croissance économique. Selon la Banque mondiale, les pays dotés d'institutions fortes et de qualité sont plus résilients, mieux à même de faciliter l'essor du secteur privé, de réduire la pauvreté, de fournir des services utiles et de gagner la confiance des citoyens. Dans la même veine, le rapport sur la bonne gouvernance de Chandler² de 2022 montre que les pays dotés d'institutions de bonne qualité sont mieux préparés à gérer des crises. Rodrik (1999) et Quinn & Woolley (2001), en analysant les effets de la démocratie sur la résilience économique, ont également révélé que les effets des chocs négatifs sur la dynamique économique des pays sont d'autant plus importants que les conflits sociaux latents sont importants et que les institutions de gestion des conflits sont faibles. La présence des libertés sociales et des droits politiques améliorent la résilience économique à travers la capacité de l'économie à s'ajuster à l'environnement international instable. Pour Rodrik (2000), des structures politiques démocratiques favorisent le consensus autour des réponses à donner aux chocs externes. Ainsi, il soutient que la démocratie est un facteur de stabilité de la croissance à long terme et d'absorption des chocs. A partir d'un comparatif Inde/Chine, Sen (1999) indique que la démocratie est surtout importante dans les moments difficiles. Salah et Trabelsi (2020), en analysant les effets de la démocratie sur la résilience économique aux chocs à l'aide d'un modèle de durée, ont trouvé que la démocratie est un facteur de résilience économique en cas de chocs externes négatifs. Les mêmes conclusions ont été aussi retrouvées dans les résultats de Ritahi et Echaoui (2024) pour le cas du Maroc.

D'un point de vue empirique, le rôle de la gouvernance ou de la qualité des institutions sur la résilience économique a fait l'objet d'analyse surtout dans le contexte des pays développés

² CHANDLER INSTITUTE OF GOVERNANCE

(Blanchard et Wolfers 2000, Duval et Vogel 2008, Cotis et Coppel 2005, Biroli et al. 2010). En effet, Duval et Vogel (2008), à partir d'une investigation empirique sur un panel de 20 pays de l'OCDE sur la période 1982-2003, ont trouvé qu'en raison de leur organisation institutionnelle, les pays anglophones font preuve d'un redressement rapide suite à un choc, mais avec une volatilité de l'écart de production élevé. Ils ont aussi trouvé que les pays de petite taille, ayant une réglementation modérée des marchés du travail et de produits et des marchés des emprunts hypothécaires développés, présentent une économie résiliente en termes d'absorption et de redressement et que les pays d'Europe continentale où la réglementation du marché du travail et des biens est rigoureuse et où le marché des emprunts hypothécaires est moins développé, ont des économies moins résilientes. Biroli et al. (2010) ont analysé les déterminants de la résilience économique sous le prisme de la compétitivité dans les pays de la zone Euro. Leurs résultats révèlent que les niveaux de réglementations excessives sur les marchés rendent les écarts d'inflation plus persistants face à un choc commun. Ce résultat est aussi retrouvé dans les travaux de Canavo et al. (2012) qui, à l'aide de données sectorielles des pays européens, ont trouvé qu'un niveau élevé de réglementation des marchés de produits rend les industries moins résistantes aux chocs défavorables. Ils révèlent que les différentes capacités d'absorption des chocs au sein des sous-secteurs industriels s'expliquent largement par l'avancée des réformes des marchés de produits.

S'agissant de la relation entre les rigidités (réelles ou nominales) et la résilience économique, Cotis et Coppel (2005) ont démontré qu'en présence d'une législation stricte en matière de protection de l'emploi, les employeurs seraient dissuadés de recourir à des licenciements à court terme en réponse à des crises. Une telle politique serait favorable à l'emploi et à la consommation. En revanche, elle serait source de rigidités et aurait pour conséquence de ralentir l'ajustement en cas de chocs négatifs. Ainsi, les politiques et les institutions qui atténuent l'effet initial d'un choc peuvent en prolonger la durée, et vice versa, ce qui signifie qu'elles peuvent avoir des effets contradictoires sur la résilience (Blanchard et Summers 1986, Duval et Vogel 2008). Belaid et al. (2009) ont mis en évidence la relation entre la qualité des institutions et la performance des politiques de réforme engagées dans certains secteurs clés des économies des pays en développement. Leur analyse empirique portant sur un échantillon de 32 pays sur la période 1985-1999, révèle que l'impact de la qualité des institutions sur les performances de l'industrie est davantage perceptible dans les pays à faible PIB par tête.

2. Méthodologie et analyse descriptive des données

2.1. Spécification du modèle

Pour analyser les effets de la qualité des institutions sur la résilience économique des pays d'Afrique subsaharienne, nous nous sommes inspirés des travaux de Salah et Trabelsi (2020) et de Duval et Vogel (2008). En partant de leur approche, nous définissons le modèle théorique suivant :

$$GAP_{i,t} = GAP_{i,t-1} + IV_{i,t} + \alpha_{i,t} \sum_{i \rightarrow 1}^{43} I * IV_{i,t} + \beta_{i,t} \sum_{i \rightarrow 1}^{43} E_{i,t} + \mu_{i,t} + \varepsilon_{i,t} \quad (1)$$

Où $GAP_{i,t}$ est le proxy permettant de capter la variable résilience économique, IV est l'indice de la vulnérabilité économique, I est une batterie de variables politico-institutionnelles (efficacité du gouvernement, contrôle de la corruption, réglementation & application des lois et la liberté d'expression), E est un vecteur de variables de contrôle (taux d'inflation, ouverture commerciale et taux de croissance économique), μ et ε sont respectivement les effets fixes invariants dans le temps et le terme d'erreur stochastique. Les paramètres α et β traduisent respectivement les magnitudes des effets des facteurs déterminants la qualité des institutions et économiques sur la résilience économique.

Afin de mener une analyse empirique en données de panel, différentes méthodes d'estimation sont envisageables. Cependant, compte tenu de l'hétérogénéité inhérente aux pays constituant notre échantillon, la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) présente des biais. En plus, les résultats obtenus avec les modèles à effets fixes ou aléatoires fournissent certes un meilleur ajustement par rapport à ceux obtenus avec les MCO. Néanmoins, ces derniers apparaissent inefficaces vu la présence de variables retardées dans le modèle même avec un grand nombre d'observations (Nickell, 1981). Afin de surmonter ces limites, la méthode des moments généralisés (GMM) semble être plus adaptée. Pour cette dernière, il en existe deux types à savoir l'estimateur MMG en différence et l'estimateur MMG en système. A cet égard, Blundell et Bond (1998), en testant la méthode du GMM en système à l'aide des simulations de Monte Carlo, ont pu démontrer que cet estimateur est plus efficace que celui en différence. Par rapport au MMG en différence, celui-ci renforce l'identification lorsque les séries sont persistantes, améliorant la consistance et l'efficacité des estimateurs. Dès lors, l'estimateur GMM en système est utilisé dans le cadre de ce travail. En effet, le GMM en système combine à la fois les équations en différence et en niveau, ce qui réduit les problèmes d'instruments faibles et améliore par conséquent la précision des estimations. Ainsi, il est robuste aux problèmes d'autocorrélation, d'hétéroscédasticité et aux spécifications dynamiques complexes. En plus, le GMM en système traduit un positionnement plutôt positiviste où l'on cherche à tester empiriquement des relations

causales à partir de données observées. Afin de s'assurer sa validité deux tests³ lui seront associés.

2.2. Présentation et analyse descriptive des variables

L'analyse est effectuée sur un échantillon de 40 pays (cf annexe) d'Afrique subsaharienne sur la période 2002-2022. Concernant la mesure de la résilience économique, il en existe plusieurs méthodes. Cependant, si certains comme Briguglio et al. (2009) ont recours à l'élaboration d'indice prenant en compte plusieurs facteurs, d'autres à l'instar de Duval et Vogel (2008) l'ont appréhendée à travers l'écart de production (output gap). Pour estimer l'écart de la production, plusieurs approches⁴ sont utilisées dans la littérature. Néanmoins, en raison de leur simplicité et de leur facilité de comparaison, les filtres sont largement utilisés. Toutefois, leur principale limite réside dans le fait qu'ils ne sont pas basés sur la théorie économique. Pour la suite, malgré ces limites, ce travail va s'appuyer sur un filtre à l'occurrence (HP) qui permet d'extraire la tendance et les mouvements cycliques d'une série chronologique. En effet, la méthode du filtre (HP) est déterminée à travers la différence entre le PIB effectif d'une économie et son PIB potentiel. Les données utilisées pour le calcul de cet écart de production proviennent de la Banque mondiale (WDI).

Au regard des résultats présentés dans le tableau 1, concernant l'écart de la production, la région d'Afrique subsaharienne enregistre en moyenne un écart de $(-4,2)$ dont une fluctuation oscillant autour de $(0,2)$. Cette situation traduit un faible niveau de performance des économies de la région remettant ainsi en question leurs capacités de résilience face aux chocs négatifs. Concernant la vulnérabilité économique (VE), l'indice élaboré par le Comité des Politiques de Développement des Nations Unies est souvent utilisé dans les études. Cet indice présente deux sous composantes à savoir l'ampleur ou la fréquence des chocs et l'exposition à ces derniers. Il est normalisé sur une échelle de 0 et 100 et, est lié positivement avec la vulnérabilité (plus l'indice est proche de 100, plus la vulnérabilité est importante). Malgré les critiques portant sur son mode de calcul (poids accordé à ses différentes composantes), cet indicateur est la référence aujourd'hui sur le plan international et il est retenu dans le cadre de notre article.

Pour les variables institutionnelles, cette dimension englobe des variables de gouvernance telles que la stabilité politique & l'absence de violence, l'efficacité du gouvernement, l'Etat de droit (qualité des lois & réglementations) et la liberté d'expression (la démocratie). Afin de bien

³ Tests de sur-identification de Sargan et d'autocorrélation de second ordre

⁴ Filtres statistiques univariés, filtrage multivariée, l'approche standard de la fonction de production de Cobb-Douglas et l'approche de vecteur autorégressif structurel (SVAR)

prendre en compte la dimension institutionnelle, la littérature offre plusieurs options certes, néanmoins leur sélection dans ce papier est dictée par leur disponibilité et leur utilisation régulière dans la littérature empirique. Ces indicateurs sont calculés sur un intervalle de -2,5 à 2,5 dont une valeur élevée (2,5) correspond à une bonne qualité de la dimension institutionnelle considérée et (-2,5) traduit une faible qualité. Ainsi, les indicateurs de la Banque mondiale suivant sont retenus :

L'efficacité du gouvernement (GOVEF) mesure la qualité du service public, la bureaucratie, la compétence des fonctionnaires, la présence de pression politique dans la fonction publique et la crédibilité du gouvernement dans le respect de ses engagements vis-à-vis des acteurs politiques et économiques.

La stabilité politique et absence de violence (POLSTAB) analyse la perception de la probabilité d'instabilité politique et/ou de la violence à motivation politique y compris le terrorisme. Elle est la manifestation de plusieurs facteurs qui ne se recoupent pas totalement et doivent être pris en compte simultanément. Elle recouvre deux réalités distinctes : les changements de pouvoir politique par la violence et les changements réguliers dans le respect des formes légales.

La qualité de la réglementation (RULAW) reflète la perception de la capacité du gouvernement à formuler et à mettre en œuvre des politiques et des réglementations saines qui permettent et favorisent le développement du secteur privé.

Le contrôle de la corruption (CCORR) saisit les perceptions de la mesure dans laquelle le pouvoir public est exercé à des fins privées, y compris les petites et grandes formes de corruption, ainsi que la « capture » de l'État par les élites et les intérêts privés.

La liberté d'expression ou la démocratie (VOICAC) saisit les perceptions de la mesure dans laquelle les citoyens d'un pays sont en mesure de participer à la sélection de leur gouvernant, ainsi que la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté des médias.

Les résultats du Tableau N°1 indiquent que les variables institutionnelles apparaissent avec des signes négatifs traduisant ainsi un faible niveau global de la qualité des institutions en Afrique subsaharienne (ASS). En effet, les pays présentent en moyenne, sur la période 2002 à 2022, une faible qualité des institutions sur toutes les dimensions confondues à savoir l'efficacité du gouvernement (-0,8), la stabilité politique et l'absence de violence (-0,53), l'application des lois et règlement (-0,66) et la liberté d'expression ou la démocratie (-0,56). Dans ce même sillage, les fluctuations les plus importantes sont notées au niveau de la stabilité politique et l'absence de violence terroriste (0,83), suivi de la liberté d'expression ou la démocratie (0,65) et l'efficacité du gouvernement (0,54). Cette situation justifie le classement des pays de la région

sahélienne dans la catégorie des pays présentant un faible niveau de la qualité des institutions. Concernant la vulnérabilité économique, les résultats révèlent que l'indice moyen dans notre échantillon sur la période est autour de 37,79 ; ce qui explique le classement de la région dans la catégorie des pays présentant un niveau de vulnérabilité économique très élevé. En revanche, pour la résilience économique, l'ASS enregistre une fluctuation en moyenne de -4,25. Ainsi, cet écart important noté souvent dans le contexte des pays en développement trouve en général son explication dans les instabilités occasionnées par de nombreux facteurs liés aux chocs.

Tableau N°1: Statistiques descriptives des variables

1. <i>V</i>	2. <i>Obs</i>	3. <i>M</i>	4. <i>Ec</i>	5. <i>Mi</i>	6. <i>M</i>
<i>ar</i>	<i>erva</i>	<i>oy</i>	<i>ar</i>	<i>ni</i>	<i>ax</i>
<i>ia</i>	<i>tion</i>	<i>en</i>	<i>t-</i>	<i>m</i>	<i>im</i>
<i>bl</i>	<i>s</i>	<i>ne</i>	<i>ty</i>	<i>u</i>	<i>u</i>
<i>es</i>			<i>pe</i>	<i>m</i>	<i>m</i>
7. <i>O</i>	8. 840	9. -	10. 0,	11. -	12. 0,
<i>U</i>		4,	20	1,	81
<i>TP</i>		25	05	09	76
<i>G</i>		11	23	70	78
<i>A</i>			9	3	7
<i>P</i>					
13. <i>G</i>	14. 840	15. -	16. 0,	17. -	18. 0,
<i>O</i>		0,	54	1,	89
<i>V</i>		80	97	87	95
<i>EF</i>		23	54	94	87
<i>F</i>		26	5	6	8
		6			
19. <i>R</i>	20. 840	21. -	22. 0,	23. -	24. 0,
<i>E</i>		0,	52	2,	90
<i>G</i>		71	95	20	01
<i>Q</i>		07	69	15	56
<i>U</i>		79	8	44	
<i>AL</i>					

25. C	26. 840	27. -	28. 0,	29. -	30. 1,
C		0,	59	1,	69
O		65	87	64	81
R		33	63	54	49
R		8		0	
31. V	32. 840	33. -	34. 0,	35. -	36. 0,
OI		0,	65	1,	77
A		56	87	99	03
C		51	99	92	91
C		13	6	7	2
		7			
37. G	38. 828	39. -	40. 5,	41. -	42. 37
D		0,	16	36	,9
P		53	10	,3	98
—		09	21	91	73
P		30		98	
R		1			
43. T	44. 804	45. 9,	46. 27	47. -	48. 55
X		32	,4	16	7,
—I		14	98	,8	20
N		02	5	59	18
FL				69	
49. D	50. 705	51. 0,	52. 0,	53. 0,	54. 1,
E		35	22	01	73
G		95	15	34	99
—		13	61	94	83
O		7	6	2	
U					
V					

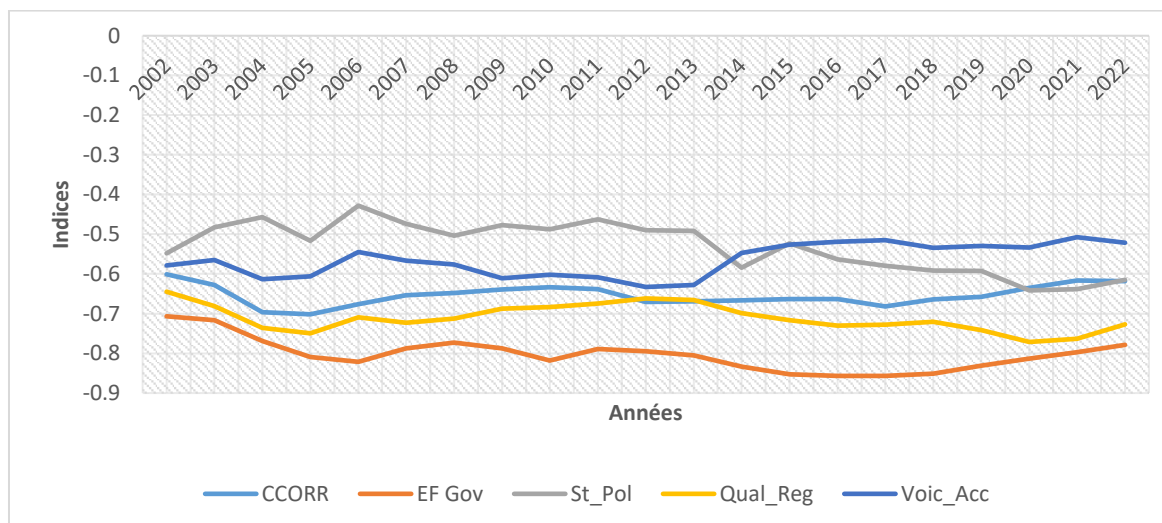
55. IV	56. 840	57. 37	58. 9,	59. 18	60. 60
		,7	57	,5	,4
		99	14	84	77
			54	76	5

Source : Calcul de l'auteur

Pour le taux d'inflation, il est en moyenne autour de (9,3) dont un écart-type de (27,4). Cela montre globalement un taux d'inflation élevé, mais accompagné d'importantes disparités entre les pays de la région. Au plan individuel, à l'exception du Botswana, Seychelles, Namibie, Afrique du Sud et Sao Tome et Principe qui ont enregistré des scores moyens positifs sur toutes les dimensions de la qualité des institutions (cf annexe), les autres pays de la région d'Afrique subsaharienne se situent dans la partie inférieure caractérisée par une faiblesse de la qualité de leurs institutions.

Par ailleurs, suivant leur évolution sur la période 2002-2022, les indicateurs institutionnels se sont détériorés en moyenne dans de la sous-région (voir figure N°1). Cette situation se manifeste à travers un niveau de la corruption encore très élevée, de l'inefficacité du gouvernement, de l'instabilité politique, etc. Ainsi, la qualité des institutions s'est globalement affaiblie en Afrique subsaharienne dans un contexte international instable.

Figure N°1 : Evolution des indicateurs institutionnels dans la région d'ASS



Source : l'auteur à partir des données de WID

S'agissant des variables de contrôle, l'influence du cadre macroéconomique sur la résilience économique est aussi prouvée dans la littérature. A ce titre, la croissance économique, l'inflation, l'ouverture commerciale, les investissements directs étrangers et la diversification des exportations sur la résilience économique seront analysées.

3. Résultats et discussions

Dans nos régressions, les résultats des tests de sur-identification de Sargan et d'autocorrélation de second ordre sont conformes à nos attentes. En effet, le test de Sargan ne rejette pas l'hypothèse nulle de sur-identification du modèle, ce qui valide la qualité des instruments. Quant aux tests d'autocorrélation d'Arellano et Bond, ils se sont révélés conformes à l'hypothèse d'absence d'autocorrélation de second ordre. En outre, la matrice de corrélation et les tests de stationnarité étant vérifiés, le tableau N°2 ci-dessous présente les résultats de nos estimations.

Tableau N°2 : Résultats de l'estimation GMM en système

<i>Variables</i>	<i>Modèle (1)</i>	<i>Modèle (2)</i>	<i>Modèle (3)</i>	<i>Modèle (4)</i>	<i>Modèle (5)</i>
<i>Ecart de la production (t-1)</i>	0,694*** (0,027)	0,671*** (0,021)	0,669*** (0,021)	0,673*** (0,021)	0,671*** (0,021)
<i>Croissance économique</i>	0,014*** (0,001)	0,015*** (0,001)	0,015*** (0,0001)	0,015*** (0,001)	0,015*** (0,001)
<i>Taux d'inflation</i>	-0,0003** (0,0001)	-0,0002* (0,0001)	-0,0002* (0,0001)	-0,0002* (0,0001)	-0,0002 (0,0001)
<i>Degré d'ouverture</i>	0,188** (0,0882)	0,157* (0,081)	0,159** (0,081)	0,160** (0,081)	0,155** (0,081)
<i>Vulnérabilité économique</i>	-0,019* (0,011)	-0,026 (0,018)	-0,021 (0,017)	-0,025*** (0,016)	-0,019 (0,015)
<i>Vulnérabilité * Etat de droit</i>		0,045** (0,015)			
<i>Vulnérabilité * Corruption</i>			0,038** (0,013)		
<i>Vulnérabilité * liberté d'expression</i>				0,041*** (0,011)	
<i>Vulnérabilité * Efficacité du gouvernement</i>					0,024*** (0,007)
	-0,126***	-0,108***	-0,109***	-0,109**	-0,106**

<i>Constant</i>	(0,034)	(0,034)	(0,034)	(0,034)	(0,034)
<i>Wald-Chi2</i>	1327	1452	e1446	1435	1452
<i>Prob > F</i>	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)
<i>AR(1)</i>	-2,97	-2,98	-2,99	-2,97	-2,96
<i>P>Z</i>	(0,003)	(0,003)	(0,003)	(0,003)	(0,003)
<i>AR(2)</i>	-1,29	-1,19	-1,28	-1,31	-1,25
<i>P>Z</i>	(0,197)	(0,233)	(0,230)	(0,191)	(0,210)
<i>Hanseau-Chi2</i>	31,23	32,95	31,97	34,20	33,76
<i>Prob > Chi2</i>	(0,100)	(0,163)	(0,194)	(0,160)	(0,141)

Source : Estimation de l'auteur

(***), (**) et (*) : significativités respectives aux seuils de 1%, 5% et 10%

Le tableau ci-dessus présente successivement les résultats de nos estimations. La colonne (1) présente les résultats du modèle sans les variables institutionnelles. En revanche, les autres colonnes présentent alternativement les résultats en présence des variables de la qualité des institutions telles que l'Etat de droit (l'application des lois et règlements), le contrôle de la corruption, la liberté d'expression et l'efficacité du gouvernement.

Les résultats du modèle de la colonne (1) révèlent que la croissance économique et l'ouverture commerciale affectent de façon positive et significative la résilience économique. Leurs effets positifs sur la résilience économique sont attendu au regard des travaux empiriques (Brown et Greenbaum, 2017). Ainsi, ce résultat confirme l'idée selon laquelle l'ouverture de l'économie permettrait de lisser les multiples chocs économiques surtout dans les pays en développement où les stabilisateurs automatiques semblent moins efficaces comparés aux pays développés. Par contre, la vulnérabilité économique et le taux d'inflation affectent négativement la résilience économique. Leurs effets négatifs sont attendus au regard de la littérature. Ainsi, l'instabilité macroéconomique par le canal de l'inflation contribue à affaiblir la résilience économique.

Par ailleurs, en présence d'interactions entre la vulnérabilité économique et les variables de la qualité des institutions, leurs coefficients apparaissent significatifs et affectent de façon positive la résilience économique. Ces résultats corroborent les conclusions de nombreuses études (Briguglio et al. 2009 ; Ritahi et Echaoui 2024 et Salah et Trabelsi 2020). Ainsi, une bonne qualité des institutions, diminuant le degré d'incertitude et favorisant un environnement des affaires stable où les acteurs économiques ont confiance dans la direction du pays à long terme, est un facteur de résilience économique face à la vulnérabilité découlant des chocs négatifs.

Dans ce sens, la liberté d'expression ou la démocratie, encourageant le consensus autour des réponses politiques à donner aux chocs négatifs, constitue un facteur de stabilité économique face aux chocs négatifs. Dans la même veine, l'efficacité du gouvernement, l'application des lois et règlement et le contrôle de la corruption peuvent être des sources d'incitations à investir et à s'engager dans des projets de développement structurels, contribuant ainsi à la prospérité économique voire à la résilience économique. La variable retardée de la résilience économique apparaît positive et significative dans nos modèles. Cela peut être expliqué par ses effets dynamiques dans les pays de l'Afrique subsaharienne.

Conclusion

Cet article s'est attaché à analyser les effets de la qualité des institutions sur la résilience économique des pays de l'Afrique subsaharienne face à leur vulnérabilité. Les investigations empiriques menées, à partir de données de panel estimées par la méthode des moments généralisés en système, ont permis de confirmer l'hypothèse selon laquelle la bonne qualité des institutions affecte de façon positive la résilience économique.

Spécifiquement, il apparaît que la qualité des institutions appréhendée à travers l'application des lois et règlements, la liberté d'expression, le contrôle de la corruption et l'efficacité du gouvernement affecte de façon positive et significative la résilience économique des pays de l'Afrique subsaharienne. Ces résultats confirment les conclusions théoriques sur le rôle important de la bonne qualité des institutions dans la dynamique des économies voire leur résilience. Par ailleurs, les variables de contrôle tels que le taux de croissance économique et l'ouverture commerciale influencent de façon positive la résilience économique. En revanche, l'instabilité macroéconomique appréhendée à travers le taux d'inflation affecte négativement la résilience économique. Leurs effets sur la résilience semblent aussi confirmer la littérature.

Ainsi, en termes d'implications de politiques économiques, les résultats suggèrent des mesures visant à renforcer la qualité des institutions à travers l'application des lois et règlements, la liberté d'expression, le contrôle de la corruption et l'efficacité du gouvernement favorise la résilience économique. Sur ce même registre, ils encouragent également des efforts dans le sens d'ouverture commerciale et le renforcement de la stabilité du cadre macroéconomique.

BIBLIOGRAPHIE

Acemoglu, D., Robinson, J. A., Thaicharoen, Y. and Johnson, S. (2003). Institutional Causes, Macroeconomic Symptoms: Volatility, crises and Growth. *Journal of Monetary Economics*, Vol. 50, pp. 49-123.

Sen, A. K. (1999). Democracy as a Universal Value, *Journal of Democracy*. 10 (3), p. 3-17.

Angeon, V. & Bates, S., (2015). Reviewing Composite Vulnerability and Resilience Indexes: A Sustainable Approach and Application. *World Development*, Vol. 72, pp. 140–162.

Belaid, R., Gasmi, F. & Virto, L. R. (2009). La qualité des institutions influence-t-elle la performance économique ? Le cas des télécommunications dans les pays en voie de développement. *Revue d'économie du développement*, 17(3), 51-81.

Biroli, P., Mourre, G. and Turrini, A. (2010). Adjustment in the euro area and regulation of product and labour markets: An empirical assessment. *CEPR Discussion Paper Series*, No. 8010, September.

Briguglio, L. G., Cordina, F. N. and Vella, S. (2009). Economic vulnerability and resilience: concepts and measurements. *Oxford Development Studies*, Vol. 37, No. 3, pp. 229-247.

Bristow, G. & Healy, A. (2014). Building resilient regions: Complex adaptive systems and the role of policy intervention. *Raumforschung und Raumordnung| Spatial Research and Planning*, 72(2), 93-102.

Blanchard, O. J. & Summers, L. H. (1986). Hysteresis and the European unemployment problem, *NBER macroeconomics annual* 1, 15-78.

Blanchard, O. and Wolfers, J. (2000). The Role of Shocks and Institutions in the Rise of European Unemployment: the Aggregate Evidence, *The Economic Journal*, Vol. 110/462
<http://dx.doi.org/10.1111/1468-0297.00518>

Brown, L. & Greenbaum, R. T. (2017). The role of industrial diversity in economic resilience: An empirical examination across 35 years. *Urban Studies*, 54(6), 1347-1366.

Canavo, F. L. C. and Kontolemis, Z. (2012). Measuring the macroeconomic resilience of industrial sectors in the EU and assessing the role of product market regulations, *European Economy. Occasional Papers*, No. 112

http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/occasional_paper/2012/pdf/ocp112_en.pdf

Coase, R. H. (2000). L'économie néo-institutionnelle., *Revue d'économie industrielle*, n° 92, 2ème et 3ème trimestre, p.51-54.

- Cotis, J. P. and Coppel, J. (2005). Business Cycle Dynamics in OECD Countries: Evidence, Causes and Policy Implications. In Kent C. and D. Norman (eds.), *The Changing Nature of the Business Cycle*, Reserve Bank of Australia 2005 Conference Proceedings, Sidney.
- Giudice, G., Hanson, J. and Kontolemis, Z. (2018). Economic Resilience in EMU, *Quarterly Report on the Euro Area* 17(2), 9-15.
- Glaeser, E. L. (2005). The political economy of hatred. *The Quarterly Journal of Economics*, 120(1), 45-86.
- Duval, R. & Vogel, L. (2008). Résilience économique aux chocs: Le rôle des politiques structurelles, *Revue économique de l'OCDE* 2008/1 (n° 44), 211-251.
- Jolles, M., Meyermans, E. and Vasicek, B. (2018). Determinants of economic resilience in the euro area: An empirical assessment of policy levers, *Quarterly Report on the Euro Area* 17(3), 27-46.
- North, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Przeworski, A. & Limongi F. (1993). Political Regimes and Economic Growth, *The Journal of Economic Perspectives*, 7 (3), 51-69.
- Quinn, D. P. & Woolley J. T. (2001). Democracy and National Economic Performance: The Preference for Stability, *American Journal of Political Science*, 45 (3), 634 657.
- Ritahi, O. et Echaoui, A. (2024). *Essai de modélisation des déterminants de la résilience économique au Maroc: Approche Autorégressif à retard échelonné* (Doctoral dissertation, Université Mohamed V, Rabat (Maroc)).
- Rodrik D. (1999). Where did all the growth go ? External shocks, social conflict and growth collapses, *Journal of Economic Growth*, 4 (4), 385–412.
- Rodrik D. (2000). Participatory politics, social cooperation and economic stability, *American Economic Review*, 90 (2), 140-144.
- Salah, A. et Trabelsi, M. A. (2020). Chocs externes, institutions démocratiques et résilience économiques <https://mpira.ub.uni-muenchen.de/100382/> MPRA Paper No. 100382, posted 14 May 2020 20:25 UTC
- Simmie, J. and Martin, R. (2010). The economic resilience of regions: towards an evolutionary approach, *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society* 3,27–43. doi:10.1093/cjres/rsp029.

ANNEXE

Liste des 40 Pays de notre échantillon et les niveaux moyens des indicateurs de 2002 à 2022

PAYS	Contrôle de la Corruption	Efficacité du Gouvernement	Stabilité Politique	Qualité de la Réglementation	Liberté d'expression
Angola	-1,24	-1,11	-0,57	-1,00	-1,09
Benin	-0,54	-0,53	0,16	-0,50	0,16
Botswana	0,86	0,43	1,02	0,65	0,51
Burkina Faso	-0,24	-0,69	-0,59	-0,34	-0,26
Burundi	-1,24	-1,27	-1,65	-1,05	-1,14
Cameroun	-1,14	-0,88	-0,82	-0,87	-1,06
Comores	-0,84	-1,61	-0,37	-1,29	-0,47
Cote d'Ivoire	-0,81	-0,94	-1,35	-0,65	-0,79
Djibouti	-0,61	-0,90	-0,29	-0,73	-1,24
Ethiopie	-0,59	-0,67	-1,59	-1,02	-1,23
Gabon	-0,84	-0,80	0,15	-0,55	-0,88
Gambie	-0,56	-0,71	0,07	-0,54	-0,80
Ghana	-0,14	-0,17	0,02	-0,14	0,43
Guinée	-1,04	-1,07	-1,20	-1,01	-1,04
Guinée Equatoriale	-1,41	-1,21	-0,04	-1,54	-1,83
Guinée Bissau	-1,31	-1,36	-0,60	-1,17	-0,74
Kenya	-0,94	-0,52	-1,20	-0,31	-0,27
Lesotho	-0,02	-0,57	-0,04	-0,58	0,00
Liberia	-0,83	-1,33	-0,83	-1,16	-0,33
Madagascar	-0,60	-0,92	-0,34	-0,58	-0,38
Malawi	-0,63	-0,70	-0,05	-0,68	-0,19
Mali	-0,69	-0,92	-0,99	-0,55	-0,12
Mauritanie	-0,68	-0,78	-0,55	-0,66	-0,86
Mozambique	-0,65	-0,70	-0,24	-0,60	-0,27
Namibia	0,27	0,17	0,71	0,12	0,44
Niger	-0,70	-0,73	-0,96	-0,65	-0,38
Nigeria	-1,16	-1,05	-1,92	-0,92	-0,62

République centre Afrique	-1,17	-1,57	-1,93	-1,30	-1,17
République du Congo	-1,22	-1,21	-0,59	-1,25	-1,12
Rwanda	0,23	-0,21	-0,36	-0,27	-1,21
Sao Tome and Principe	-0,08	-0,75	0,32	-0,81	0,25
Sénégal	-0,17	-0,33	-0,17	-0,26	0,10
Seychelles	0,81	0,60	0,74	0,07	0,17
Sierra Leone	-0,79	-1,22	-0,27	-0,96	-0,25
Soudan	-1,35	-1,42	-2,12	-1,43	-1,69
Afrique du Sud	0,06	0,24	-0,18	0,36	0,64
Tchad	-1,42	-1,43	-1,45	-1,11	-1,35
Togo	-0,87	-1,21	-0,46	-0,83	-0,93
Zambie	-0,53	-0,76	0,22	-0,57	-0,26
Zimbabwe	-1,32	-1,29	-0,96	-1,79	-1,36

Source : Calcul de l'auteur à partir des données de WID